

Étant donné que le docteur Kenneth Cox, l'enquêteur médical qui a brillamment réussi à restreindre l'épidémie du typhus sur *Oronsay*, a été obligé de démissionner, le ministre songerait-il à renvoyer l'affaire au comité parlementaire compétent ou à ce qu'une enquête judiciaire soit effectuée sous l'empire de la loi sur les enquêtes?

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, je doute que le député ait raison d'affirmer que ce médecin a été forcé de démissionner. Celui-ci a en effet résigné ses fonctions. Je me suis engagé à fournir des réponses aux questions du député sur toute cette affaire, ce que je ferai dans un très proche avenir, je l'espère. Quand je connaîtrai la réaction du député à ces réponses, je déterminerai les mesures à prendre.

LES EFFETS SECONDAIRES DES CONTRACEPTIFS ORAUX—LA DIFFUSION DU RAPPORT

Mme Grace MacInnis (Vancouver-Kingsway): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Le 16 mars, le ministre m'a promis qu'il étudierait la possibilité de rendre public le rapport du comité médical qui, sous les auspices de la Direction des aliments et drogues, a étudié la question des contraceptifs oraux. Maintenant que le rapport va être distribué à tous les médecins du Canada, sera-t-il mis à la disposition du public.

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, j'étudierai volontiers cette possibilité.

LES FINANCES

LA FUSION DE LA BANQUE POPULAIRE ET DE LA BANQUE PROVINCIALE DU CANADA

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Peut-il dire à la Chambre s'il a reçu officiellement des demandes d'approbation d'une fusion entre la Banque populaire et la Banque provinciale du Canada en vertu des dispositions de la loi sur les banques?

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Oui, monsieur l'Orateur. Cette autorisation a été demandée et j'ai annoncé à la Chambre qu'en vertu des pouvoirs qui me sont conférés j'ai approuvé la fusion.

[M. Baldwin.]

REVENU NATIONAL

LES RUMEURS DE CONTREBANDE À WINDSOR

M. A. D. Hales (Wellington): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser ma question au ministre du Revenu national. Il s'agit des abus qui se produiraient à la frontière, à Windsor touchant l'Accord canado-américain sur l'automobile. Le président du Syndicat de la douane et de l'accise aurait déclaré à cet endroit que des produits imposables entrent en contrebande au Canada et qu'ils sont camouflés par des pièces d'automobile qui peuvent entrer en franchise. Le ministre est-il au courant de cette situation et quelles mesures ont-elles été prises pour supprimer cet abus?

[Français]

L'hon. Jean-Pierre Côté (ministre du Revenu national): Monsieur l'Orateur, au meilleur de notre connaissance, ces allégations semblent fausses, car il peut y avoir plusieurs points de vérification pour ces pièces qui entrent au pays. Néanmoins, nous avons formé un comité qui enquête actuellement sur ces allégations, et si elles s'avéraient fondées, nous prendrions les mesures nécessaires en vue de remédier à cette situation.

[Traduction]

M. Hales: Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. Ce problème semble être dû aux conditions de travail. Le ministre pourrait-il me dire si celles-ci ont été modifiées?

[Français]

L'hon. M. Côté: Monsieur l'Orateur, on a également institué un comité pour enquêter sur les conditions de travail à Windsor.

SANTÉ ET BIEN-ÊTRE

LE RAPPORT SUR LE COÛT DES SERVICES MÉDICAUX—L'AVIS DES MINISTRES PROVINCIAUX

[Traduction]

M. P. B. Rynard (Simcoe-Nord): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Étant donné que le rapport récent de l'équipe spéciale sur le coût des services de santé au Canada signale une crise très grave en ce qui concerne les soins médicaux, la pénurie de médecins et le grand besoin d'écoles de médecine, ainsi que le chaos complet qui règne à l'égard de la législation en matière d'hygiène, le ministre voudrait-il se mettre en rapport avec ses homologues des provinces en vue d'étudier les moyens à prendre pour remédier à cette grave situation?